

Analyses d'ouvrages

Choléra Haïti 2010-2018 : histoire d'un désastre

Renaud Piarroux
CNRS éditions, 2019
298 pages
22 euros

<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/biologie-et-sante/cholera-haiti-2010-2018-histoire-d-un-desastre>

Dans quelques mois, il sera définitivement établi que l'épidémie de choléra en Haïti est éradiquée, dix ans après son explosion. Sans la publication en 2011 par le Pr. Piarroux de l'investigation de son origine, qu'il a conduite début novembre 2010 (l'épidémie ayant démarré à la mi-octobre), sans l'obstination de son équipe pour vaincre ensuite la résignation des autorités sanitaires à l'installation d'une endémie, et sans les circonstances qui ont permis de convaincre plusieurs acteurs clés du terrain dans les années qui ont suivi, la stratégie de lutte communautaire qui s'avère victorieuse n'aurait pas pu se mettre en place et fonctionner. Dans ce livre, c'est une histoire profondément humaine que nous raconte Renaud Piarroux, dans une langue accessible à tous. Gageons que l'histoire du choléra en Haïti va prendre le rang de cas d'école quasi-expérimental, aussi fondamental que la fameuse pompe de John Snow, dans les cursus universitaires d'épidémiologie des maladies infectieuses. Mais cette histoire infiltrera aussi les formations professionnelles de santé publique, car elle brasse toutes les dimensions de ce domaine transdisciplinaire : médicale, biologique, sociale, économique, politique et juridique.

En effet l'histoire que nous raconte Renaud Piarroux ne se limite pas à illustrer encore le rôle essentiel et bien établi de l'investigation de l'origine d'une épidémie pour la construction d'une stratégie de lutte efficace. Elle aborde surtout la question de la responsabilité humaine, qui la traverse de part en part, de la

source de l'épidémie à son devenir. Entendons les responsabilités collective et individuelle, vécues dans l'action sur le terrain. C'est l'illustration de la coexistence dans l'humanité du meilleur et du pire pour la conduite de ses affaires. Et pour finir, un théâtre magnifique pour l'exposition des relations troubles entre science et politique, impliquant acteurs scientifiques, administrateurs publics et bailleurs de fonds au niveau international.

Ce livre jette d'abord une lumière crue sur la compromission ouverte de chercheurs renommés, d'institutions scientifiques de référence et de revues scientifiques influentes pour soutenir l'Organisation des Nations unies (ONU) dans sa volonté absurde de se disculper contre l'évidence des faits : l'importation du choléra en Haïti par un contingent népalais de la Minustah (Mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti – mise en place de 2004 à 2017 pour faire face à l'instabilité politique du pays). Les écarts à la déontologie scientifique sont graves : des manipulations de données pour modifier l'origine de l'épidémie dans les rapports d'expertise officiels, le refus non justifié de publication de l'investigation concluant à l'origine importée par une revue phare, ou encore, dans une autre, le zèle de relecture critique avant autorisation de publier. Voilà pour le tir de barrage qui tache les mains...

Mais il n'est pas besoin de se salir pour apporter le soutien scientifique attendu. Il suffit au large panel d'experts convoqués par l'ONU de

recourir au paradigme environnemental du choléra pour interpréter l'épidémie à la manière d'un compromis politique : les origines du choléra en octobre 2010 sont multiples et mixtes, à la fois importées et autochtones. Ce bel élan scientifique collectif, fondé sur un niveau de preuve scientifique très insuffisant, s'émiettera cependant rapidement après le résultat de l'étude moléculaire des souches circulantes : la souche épidémique est unique et identique à la souche népalaise. Des travaux ultérieurs sur une large collection de souches épidémiques dans le monde ont ensuite clairement établi que les deux épidémies de choléra des dernières années en Amérique latine, au Pérou en 1991 et en Haïti en 2010, étaient le résultat d'introductions intercontinentales de lignées circulant dans le monde et pas dérivées de lignées locales indigènes. Cela achèvera de briser le consensus initial. En effet, ces résultats battent sérieusement en brèche la théorie environnementale qui défend l'existence de cas primaires de choléra à partir de souches autochtones toxigènes de l'environnement aquatique.

Mais cette théorie prétend aussi que la souche épidémique circulante est capable de s'implanter dans l'environnement aquatique, avec pour corollaire, que l'apparition d'une épidémie de choléra dans une zone géographique pauvre se transformera nécessairement en endémie, autrement dit qu'il y deviendra impossible d'éradiquer le choléra après son installation, tant que le niveau des infrastructures sanitaires

collectives (assainissement, eau potable, système de soins) ne permet pas d'interrompre continûment la circulation interhumaine des souches épidémiques. Une partie de la communauté scientifique concernée s'accroche à cette idée, sans doute parce qu'elle nourrit la nécessité du financement d'une surveillance pérenne (et coûteuse) en bactériologie de l'environnement, sur le terrain, voire à distance par satellite pour les variables environnementales prédictives... Les preuves existantes de cette thèse sont cependant toujours insuffisantes. Surtout, le doute peut être jeté sur la solidité des corrélations entre séries chronologiques de cas et séries de paramètres environnementaux, dont l'interprétation constitue la pierre angulaire de cette thèse. En effet, ce livre relève quelques falsifications grossières de données, faites en personne par la cheffe de file de cette école – qui n'hésite pas à abuser d'une impunité scientifique déontologiquement répréhensible, liée probablement à la densité de son réseau

et à la position hiérarchique élevée qu'elle a occupé longtemps dans l'univers institutionnel de la recherche.

Un mérite essentiel de ce livre est donc de bien montrer qu'avec l'éradication du choléra en Haïti la théorie environnementale actuellement dominante devra perdre ses prétentions universelles. Cela permettra d'orienter plus efficacement les stratégies de santé publique en fonction du contexte épidémique : viser d'abord l'interruption immédiate de la transmission au niveau communautaire, au lieu de s'en remettre au développement économique pour obtenir dans un futur lointain une barrière définitive à l'épidémie par des infrastructures sanitaires collectives.

La vaccination de masse au tout début de l'épidémie, promue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la puissante fondation Bill Gates, peut aussi avoir une certaine efficacité pour enrayer l'épidémie.

Ce livre nous montre encore comment les appétits du marché peuvent conduire à des manipulations frauduleuses d'informations scientifiques pour justifier des opérations massives trop largement ciblées qui induisent un gaspillage des maigres ressources pour la lutte.

Décidément, la science « *blue sky* » n'est pas à l'abri des pressions politiques et financières ; et les relations science-société peuvent alors dégager des odeurs de scandale quand on descend sur le terrain des applications. À n'en pas douter, le livre de Renaud Piarroux intéressera le citoyen francophone concerné par l'aide humanitaire dans le monde : la référence à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen par l'ONU en 1948 et au devoir d'indignation devant l'inadmissible y est très explicite. Il ne serait pas étonnant qu'il soit traduit en plusieurs langues.

Jean Lesne
jean.lesne@laposte.net

À la recherche d'une humanité durable

Michel Juffé

L'Harmattan, 2018

194 pages

Livre broché : 20 euros

Version numérique : 14,99 euros

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=61068>

Nous poursuivons nos lectures de livres récents qui traitent du concept de nature et de nos rapports avec elle [1,2].

Cet échantillonnage déjà significatif montre à quel point ce thème est au cœur de l'actualité. Beaucoup de livres sont régulièrement publiés à ce sujet.

M. Juffé est philosophe et fut conseiller au ministère de l'Écologie. Le titre du livre implique qu'il pourrait y avoir une humanité non durable ? Il est divisé en trois parties que nous présentons succinctement.

L'avant-propos donne le ton. « *Nous ne pouvons plus traiter les relations entre humains et les relations des hommes au reste de la nature comme deux problèmes séparés* »... (p. 9). C'est bien du lien entre le social et l'environnemental dont il faut parler. « *Nous ne pouvons plus continuer à adhérer à la fabulation d'une humanité formant une culture hors de la nature* » (p. 9).

Pour les temps modernes, l'auteur part d'A. Von Humboldt (1769-1859). Cela est parfaitement justifié. Plus près de nous, c'est dans les années 1960 que le thème de la protection de la

nature est devenu un objet de débat public. Cette introduction a le mérite de bien poser les questions à propos des conceptions qui existent sur ce qu'est la nature et des types de rapport que nous entretenons avec elle.

L'humanité dans la nature ?

L'histoire de la nature est d'une grande richesse et le développement des sciences (écologie, évolution, génétique), nous raconte une histoire complexe qui nous explique l'unité du vivant dans une conception de l'évolution de l'univers. D'Épiqueure à Giordano Bruno, les débats sont

rudes et ça continue. Les réflexions autour de Spinoza sont utiles. « *Ce que Spinoza appelle Dieu ou nature est le monde tel qu'il nous apparaît : une autocréation perpétuelle, une émergence continue de formes nouvelles sans qu'il puisse être dit qu'elles se dirigent vers une forme finale achevée* » (p. 33).

Il convient alors de considérer l'état des connaissances sur la manière dont les êtres vivants évoluent au sens de la nature. Le retour aux travaux de François Jacob des années 1970 est très actuel. La relecture des textes de Darwin est aussi d'actualité. De nombreuses relations existent entre espèces ou au sein de la même espèce. Cette approche dialectique des interactions biologiques, de la complexité de la biosphère, est aujourd'hui au centre de toutes les recherches. Pour le saisir l'histoire des sciences est un passage obligé.

Mais la question demeure de ce qu'est l'homme dans cet empire. Les écrits de Descartes, de Kant, d'Hegel, n'ont pas résolu le problème mais l'ont bien posé. Aujourd'hui, on voit renaître une « *écologie profonde qui accuse l'humanité en tant que nuisance pour la nature* ». Et l'auteur critique à juste titre le danger d'une telle conception qui oppose l'homme au reste de la nature. Attention aux opinions. Elles peuvent entraîner des choix politiques mais ne sont pas des lois qui tomberaient d'une divine nature.

« *L'humanité en tant que partie de la nature a une puissance réelle mais limitée* » (p. 73). Encore un grand débat ouvert si l'on compare ce titre de paragraphe à la notion d'anthropocène !

Humanité contre nature ?

Une question est posée : pourquoi nos forces, qui restent limitées au sein de la nature, nous poussent-elles à des actes maléfiques, surtout envers des humains ? C'est ici qu'il faut interroger les types de rapports sociaux que les hommes ont entre eux. La réponse est visiblement d'ordre politique. Cela peut s'analyser à propos du colonialisme, du racisme, des guerres, de la

conquête des parts de marché... « *Bon nombre de dirigeants d'entreprise traitent la majorité des employé(e)s comme des ressources humaines, c'est-à-dire de simples instruments de travail soumis à des pressions continues pour être performants et comparés à des machines* » (p. 99).

Ces conduites et bien d'autres ne sont pas « la nature humaine ». C'est la culture qui peut permettre de s'arracher à ces abus, de s'humaniser.

Il en est ainsi du désir de puissance et de ses manifestations. Voir le bilan des guerres, la croissance illimitée du PIB, la concentration des pouvoirs.... Mais je reproche à l'auteur d'avoir tendance à mettre toutes les politiques ou les pensées religieuses dans le même sac. C'est trop facile ! Il ne situe pas le niveau des responsabilités. De nombreux chrétiens, mais aussi d'autres qui ne le sont pas, soutiennent les migrants. Contre le colonialisme ou la guerre d'Algérie, des rassemblements se sont produits au-delà des croyances et des opinions politiques. Tout n'est pas noir.

Mais il est exact en parlant des androïdes que « *le désir de fabrication d'humains rejoint malgré l'apparence les thèses créationnistes pour lesquelles l'homme fait partie d'une surnature et doit accomplir une mission de dépassement de la nature* » (p. 120).

La cruauté envers les animaux et les autres êtres vivants mérite d'être lue au regard des débats actuels sur notre mode de consommation.

La nature de l'humanité

Je n'apprécie pas quand on parle des « *excès des hommes* » (p. 141) : de quel homme parle-t-on ? Nous avons des particularités en tant qu'humanité mais aussi en tant qu'être social en fonction de la place que l'on occupe dans la société.

Pour l'auteur, il y a quatre modes de persévérance : la communauté ou le contact durable, la continuité, la différenciation et la création. Tout cela se discute ! L'écologie ne fait pas que nous révéler la complexité d'un

monde vivant ; elle nous aide à le comprendre.

Je préfère la lecture du dernier chapitre qui traite de « La recherche de perfection : perspectives et enjeux ». « *Le perfectionnement est une amélioration des capacités humaines et non l'emprunt d'autres capacités* » (p. 157).

C'est bien une de nos particularités. Mais ce n'est en caricaturant ce qu'est le matérialisme dialectique que l'on va se perfectionner ! Il vaut mieux lire les travaux du philosophe L. Sève. Ce n'est pas non plus dans le « ni à gauche, ni à droite » que l'on clarifie les choses. C'est le capitalisme « classique » qui serait condamnable (p. 161). Mais alors qu'est-ce que le capitalisme non classique ?

Il y a un certain « biologisme » à parler d'harmonie, de maintien des équilibres... Car tout bouge. Je ne pense pas que l'on puisse mettre un signe d'égalité entre stabilité et résilience. D'autant plus que l'auteur dit lui-même : « *[...] que tout dans la nature se modifie sans cesse* » (p. 167).

On voit bien dans cette dernière partie que les rapports sciences-politiques méritent d'être étudiés sans *a priori*. D'où l'intérêt de regarder de près les propositions de l'auteur d'une éthique qui serait opérante à l'échelle de toute l'humanité. Il y a quand même beaucoup d'idéalisme, un peu coupé des luttes concrètes dans sa volonté de formuler « *une déclaration universelle des fins de l'humanité* » rédigée par C. Lepage.

Attention aux critiques des idéologies en en utilisant une ! Mais il est parfaitement exact que la peur est mauvaise conseillère.

Luc Foulquier
Ingénieur-chercheur
en écotoxicologie
foulquier.luc@wanadoo.fr

1. Foulquier L. Le concept de nature et la part sauvage du monde. *Environ Risque Sante* 2019 ; 18 : 278-82.

2. Foulquier L. Les combats pour la nature. *Environ Risque Sante* 2019 ; 18 : 345-7.

Notes de lecture

Revue *Science et Pseudo-Sciences*
N° 329, juillet-septembre 2019

Association française pour l'information scientifique
112 pages
5 euros
Articles en ligne (<http://www.pseudo-sciences.org>)

Ce numéro est particulièrement intéressant par la qualité de son dossier sur l'énergie et le climat.

L'éditorial s'intitule « *Fake news ?* ». Cela concerne bien l'énergie car dans ce domaine les « *false* » (quelque chose de faux) et les « *fake* » (truquage, mensonge) *news* sont particulièrement nombreuses. Par exemple, confondre l'énergie et l'électricité ou penser (c'est majoritaire !) que c'est l'énergie nucléaire qui est responsable pour l'essentiel du réchauffement climatique...

Il est utile de rappeler, comme l'écrit G. Bronner, qu'« *exercer son esprit critique c'est apprendre d'abord à se méfier de ses intuitions* ». Il est donc important de prendre le temps de lire les informations fournies par des scientifiques de haut niveau, spécialistes de ces questions énergétiques, et de l'Académie des sciences. Et vous verrez que c'est bien plus compliqué qu'on le laisse croire en général.

L'énergie est le carburant de nos sociétés et le choix d'une stratégie à ce sujet dépend beaucoup de considérations économiques et politiques. L'histoire montre le temps qu'il a fallu pour passer du muscle à l'atome ! L'éditorial dresse le tableau des impacts environnementaux liés à l'énergie, des conséquences du stockage de l'électricité et rappelle la réalité de la répartition mondiale des sources de production d'électricité.

En 2016, le charbon, le gaz naturel et le pétrole représentaient 65,1 %, le nucléaire 10,4 %, le solaire, l'éolien et autres renouvelables 5,6 %. On peut méditer sur ces chiffres et la façon dont les médias en parlent.

L'utilisation des métaux rares, la capture et le stockage du carbone posent de gros problèmes. « *Restaurer les conditions d'un débat démocratique, c'est aussi séparer plus nettement l'état des connaissances et refuser qu'une conclusion particulière soit imposée au nom de la science* » (p. 14). On en est hélas assez éloigné !

Dix articles nous permettent de faire le point (nous avons déjà signalé le n° 324 de 2018 qui traitait des déchets nucléaires [1]).

– J. Percebois nous parle des enjeux et contraintes de l'énergie « bas carbone » ; avec le cas particulier de la France où la réduction de la part du nucléaire et l'augmentation des centrales solaires et des éoliennes « *n'aur[ont] pas d'incidence sur les émissions de CO₂ puisque l'on remplace une énergie déjà décarbonée par d'autres énergies décarbonées* » (p. 19).

– F.M. Bréon a le mérite de faire le point exact sur ce que dit le 5^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014) à propos de l'énergie. On voit la place réelle qu'occupe le nucléaire dans les divers scénarios. Ce dont la presse ne parle pas ou peu.

– D. Barbusiaux et P.R. Bauquis situent l'avenir pour le pétrole. Bien mesurer la « révolution » que présente depuis 2010 la production aux États-Unis des pétroles de gisements dits de schistes.

– O. Appert fait le point sur la question essentielle des transports, car ce secteur représente 14 % des émissions de gaz à effet de serre. Il traite de l'impact environnemental du véhicule électrique.

– J. Treiner nous livre les calculs de la quantité d'énergie nécessaire

pour produire de l'énergie. Pas simple !

– G. Sapy nous parle de l'incidence des énergies renouvelables sur la stabilité des ressources.

– D. Finon explique les conséquences qu'aurait un « tout renouvelable » sur la production d'électricité. Il critique fortement les dossiers de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) à ce propos.

– B. Cassoret, dans une même approche, montre à quel point la transition énergétique peut, au-delà des économies et de l'amélioration de l'efficacité énergétique, conduire à de fortes réductions de consommations.

– T. Kamin pense que pour parler du nucléaire, il faut d'abord écarter les mauvais arguments.

– Enfin, et c'est très intéressant pour l'objet de notre revue *ERS*, G. Grunblatt dresse l'impact sur la santé des différentes sources de production d'énergie. Et là encore l'opinion publique est en décalage avec les chiffres.

Par ailleurs, vous pourrez lire des articles sur la vaccination, dont celui de C. Hill, contre le papillomavirus.

Il est intéressant aussi de revenir sur ce qu'est « la zététique ou l'art du doute » ; sur ce qu'est « l'intégrité scientifique » ou « une approche scientifique de la rationalité politique ».

Luc Foulquier
Ingénieur-chercheur
en écotoxicologie
foulquier.luc@wanadoo.fr

1. Foulquier L. *Revue Science et Pseudo-Sciences*, n°324, avril-juin 2018. *Environ Risque Sante* 2018 ; 17 : 534-6.

Signalements d'ouvrages

Agir pour le climat Entre éthique et profit

Valéry Laramée de Tannenberg
Buchet Chastel, 2019
144 pages
12 euros

<http://www.buchetchastel.fr/agir-pour-le-climat-valery-laramee-de-tannenberg-9782283032022>

Depuis plus d'un quart de siècle, diplomates et experts de près de 200 pays réfléchissent aux moyens de ralentir le réchauffement climatique. L'accord de Paris, signé en 2015 à l'issue de la COP 21, en est l'aboutissement le plus visible. Mais, devant la lenteur des avancées et la croissance des émissions de gaz

à effet de serre, de nouveaux acteurs interviennent aujourd'hui et modifient les rapports de force : le monde de l'entreprise et de la finance, des collectivités, des ONG, des juristes et des avocats, sans oublier les organisations philanthropiques aux moyens quasi illimités et aux motivations parfois troubles.

Ces nouveaux acteurs – non étatiques – se mobilisent aussi bien pour des raisons d'ordre éthique que par intérêt bien compris. Ils disposent d'un formidable potentiel pour infléchir les politiques internationales, et leurs initiatives commencent à donner des résultats concrets.

Météo 2050

Alimentation, santé, transports, habitat : comment vivrons-nous le réchauffement climatique ?

Laurent Romejko
Michel Lafont, 2019
237 pages
17,95 euros

http://www.michel-lafont.fr/livre/2267-Meteo_2050.html

En France, en 2050, les conditions climatiques seront très différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui. Plus chaudes bien sûr, mais aussi plus agitées par des phénomènes météorologiques. Nous devons nous protéger de ces événements dont l'ampleur et la fréquence augmenteront au cours de ce siècle. Hélas, se prémunir contre les effets du réchauffement ne suffira pas...

Car si le climat change, nous devons réduire notre empreinte environnementale en modifiant nos modes de production et de consommation. Cette évolution de notre société est en cours, mais elle doit s'accélérer. L'imagination, le progrès technologique et l'engagement de plus en plus d'habitants de la planète pour cette cause sont déjà au service de nombreux projets et initiatives.

Alors, comment nous déplacerons-nous, nous logerons-nous, mangerons-nous, consommerons-nous en 2050 ? C'est ce que ce livre explore et explique en décrivant les transformations majeures qui impacteront tous les aspects de notre vie. Parce qu'il y a urgence à agir, parce que 2050... c'est demain.

« Il faut s'adapter » Sur un nouvel impératif politique

Barbara Stiegler
Gallimard, 2019
336 pages

Livre broché : 22 euros

Version numérique : 15,99 euros

<http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/NRF-Essais/Il-faut-s-adapter>

D'où vient ce sentiment diffus, de plus en plus oppressant et de mieux en mieux partagé, d'un retard

généralisé, lui-même renforcé par l'injonction permanente à s'adapter au rythme des mutations d'un

monde complexe? Comment expliquer cette colonisation progressive du champ économique, social et

politique par le lexique biologique de l'évolution?

La généalogie de cet impératif nous conduit dans les années 1930 aux sources d'une pensée politique, puissante et structurée, qui propose un récit très articulé sur le retard de l'espèce humaine par rapport à son environnement et sur son avenir. Elle a reçu le nom de « néolibéralisme » : néo car, contrairement à l'ancien qui comptait sur la libre régulation du marché pour stabiliser l'ordre des choses, le

nouveau en appelle aux artifices de l'État (droit, éducation, protection sociale) afin de transformer l'espèce humaine et construire ainsi artificiellement le marché : une biopolitique en quelque sorte.

Il ne fait aucun doute pour Walter Lippmann, théoricien américain de ce nouveau libéralisme, que les masses sont rivées à la stabilité de l'état social (la stase, en termes biologiques), face aux flux qui les bousculent. Seul un gouvernement d'experts peut tracer la voie de

l'évolution des sociétés engoncées dans le conservatisme des statuts. Lippmann se heurte alors à John Dewey, grande figure du pragmatisme américain, qui, à partir d'un même constat, appelle à mobiliser l'intelligence collective des publics, à multiplier les initiatives démocratiques, à inventer par le bas l'avenir collectif.

Un débat sur une autre interprétation possible du sens de la vie et de ses évolutions au cœur duquel nous sommes plus que jamais.

Gouverner un monde toxique

Soraya Boudia, Nathalie Jas

Quae, 2019

124 pages

Livre broché : 15 euros

Version numérique : 9,99 euros

<https://www.quae.com/produit/1557/9782759229475/gouverner-un-monde-toxique>

Sols saturés de métaux lourds, résidus des pesticides ou de plastique dans l'air, l'eau, les aliments et les corps, augmentation des pathologies environnementales. Nous ne vivons plus dans un monde simplement contaminé par des substances chimiques mais dans un monde devenu toxique à bien des égards, qui affecte nos vies et, plus encore, celle des populations les plus en difficultés. Soraya Boudia est historienne et sociologue des sciences et des techniques, à l'université Paris Descartes.

Ses travaux portent sur la thématique science et politique, en particulier sur le gouvernement global des et par les technosciences.

Nathalie Jas est historienne et sociologue des sciences, à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). Ses travaux portent sur le gouvernement des substances chimiques dangereuses et ses transformations depuis le début du XX^e siècle.

Cet ouvrage retrace les transformations économiques et politiques

qui ont conduit depuis 1945 à la généralisation de ces pollutions et ont façonné des environnements durablement dangereux. Il analyse les modes de gouvernement des substances dangereuses et leurs effets délétères qui aujourd'hui s'imbriquent et se superposent dans les politiques nationales et internationales. Chemin faisant, cet ouvrage éclaire les ressorts qui ont permis l'essor du capitalisme alors même que ses capacités destructrices se développaient. ■